

GREFFE
DU
TRIBUNAL DE COMMERCE
DE LAON

R E C E P I S S E D E D E P O T

PLACE AUBRY
02000 LAON
TEL : 23.20.31.04
FAX : 23.20.35.73

EARL SONSOISE PAMART

20 RUE SAINT VINCENT
SONS ET RONCHERES
02270
SONS ET PONCHERES

V/REF :
N/REF : 95 D 23 / A-156

LE GREFFIER DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE LAON CERTIFIE
QU'IL LUI A ETE DEPOSE A LA DATE DU 21/04/95, SOUS LE NUMERO A-156,

STATUTS MIS A JOUR
NOMINATION DES GERANTS

... CONCERNANT LA SOCIETE
EARL SONSOISE PAMART
ENTREPRISE AGRICOLE A RESP. LIMITEE
20 RUE SAINT VINCENT
SONS ET RONCHERES
02270 SONS ET PONCHERES

R.C.S LAON D 400 077 293 (95 D 23)

LE GREFFIER
TRIBUNAL DE COMMERCE
LAON (Aisne)
[Signature]

EARL SONSOISE PAMART
Société à responsabilité limitée
au capital de 1.731.000 francs
Siège social : 20, rue Saint Vincent
02270 Sons et Ronchères
RCS Laon en cours

Les soussignés :

Madame Madeleine BUYSSE épouse PAMART
demeurant 20, rue Saint Vincent 02270 Sons et Ronchères
née le 1er décembre 1937 à Soissons
de nationalité française
mariée

Monsieur Pierre PAMART
demeurant 20, rue Saint Vincent 02270 Sons et Ronchères
né le 20 août 1930 à Sons et Ronchères
de nationalité française
marié

Monsieur Jean Pierre PAMART
demeurant 20, rue Saint Vincent 02270 Sons et Ronchères
né le 10 janvier 1960 à Saint Quentin
de nationalité française
célibataire

se sont réunis à l'issue de la signature des statuts de la société EARL SONSOISE PAMART, pour désigner d'un commun accord le premier gérant de la société, conformément aux dispositions de l'article 7 des statuts de ladite société.

A cet effet, ils ont convenu ce qui suit :

I – NOMINATION DES GERANTS

Les soussignés nomment en qualité de gérants de la société :

Madame Madeleine BUYSSE épouse PAMART demeurant 20, rue Saint Vincent, 02270 Sons et Ronchères pour une durée illimitée.

Monsieur Jean Pierre PAMART demeurant 20, rue Saint Vincent, 02270 Sons et Ronchères pour une durée illimitée.

Les gérants n'entreront effectivement en fonction qu'à partir du jour où la société aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Ils déclarent accepter les fonctions de gérant qui viennent de leur être confiées.
Ils affirment n'exercer aucune autre fonction, et ni être frappés d'aucune incapacité ou interdiction susceptible de les empêcher d'exercer ce mandat.

II – POUVOIRS DES GERANTS

Les gérants exerceront leurs fonctions dans le cadre des dispositions légales et

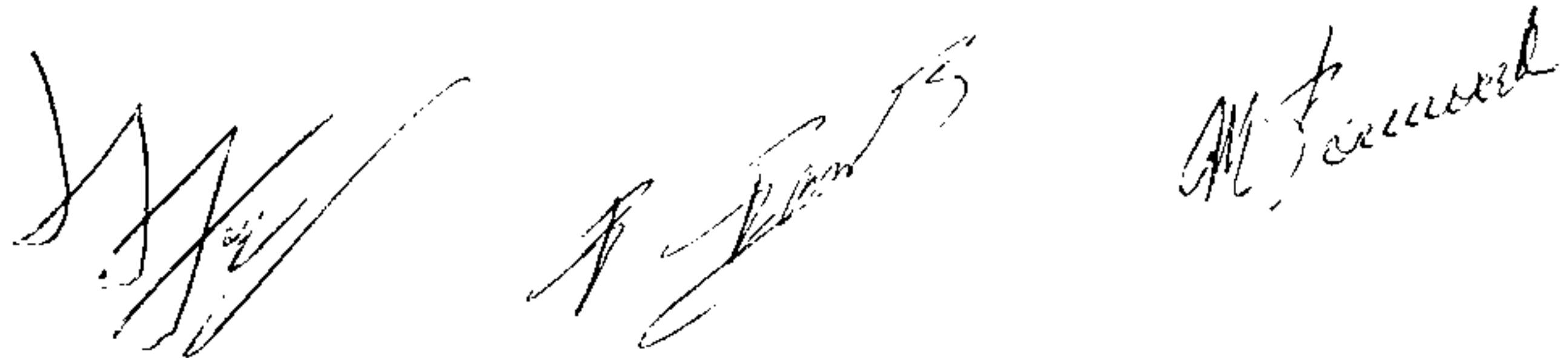
réglementaires et dans les conditions prévues au Titre III des statuts.

III - REMUNERATION DES GERANTS

En rémunération de leurs fonctions, les gérants auront droit à une rémunération qui sera fixée au cours d'une prochaine délibération des associés.

Ils auront droit en outre au remboursement de leurs frais de représentation et de déplacement, sur justificatifs.

Fait à Sons et Ronchères
Le 25 janvier 1995

Three handwritten signatures in black ink, arranged horizontally. The first signature on the left is stylized and appears to be 'J. H.'. The middle signature is also stylized and appears to be 'P. J.'. The signature on the right is more legible and appears to be 'M. J.'.

en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social et l'exécution des diverses formalités légales.

E.A.R.L SONSOISE PAMART

Statuts en date du 25 janvier 1995

L'an mille neuf cent quatre vingt quinze
Le vingt cinq janvier
A Sons et Ronchères (Aisne)

Madame Madeleine BUYSSE épouse PAMART
demeurant 20, rue Saint Vincent 02270 Sons et Ronchères
née le 1er décembre 1937 à Soissons
de nationalité française
mariée

Monsieur Pierre PAMART
demeurant 20, rue Saint Vincent 02270 Sons et Ronchères
né le 20 août 1930 à Sons et Ronchères
de nationalité française
marié

Monsieur Jean Pierre PAMART
demeurant 20, rue Saint Vincent 02270 Sons et Ronchères
né le 10 janvier 1960 à Saint Quentin
de nationalité française
célibataire

ont établi, ainsi qu'il suit les statuts d'une Exploitation agricole à Responsabilité Limitée, société civile régie par les articles 1832 à 1870-I du Code Civil (exception faite de l'article 1844-5), par les articles 11 à 16 de la loi n°85-697 du 11 juillet 1985 modifiée par la loi n°88-1202 du 30 décembre 1988, ainsi que par les textes pris pour l'application des dispositions précitées et par les présents statuts.

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

EARL SONSOISE PAMART
Société à responsabilité limitée
au capital de 1.731.000 francs
Siège social : 20, rue Saint Vincent
02270 Sons et Ronchères
RCS Laon en cours

STATUTS

TITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 – FORME

L'EARL présentement créée a la forme d'une société civile qui sera régie par les articles 1832 à 1870-I du Code Civil (exception faite de l'article 1844-5), par les articles 11 à 16 de la loi n°85-697 du 11 juillet 1985 modifiée par la loi n°88-1202 du 30 décembre 1988, ainsi que par les textes pris pour l'application des dispositions précitées et par les présents statuts.

Elle comprend les parties soussignées qui pourront s'adjoindre ultérieurement d'autres associés, sous réserve qu'il s'agisse de personnes physiques et majeures ; toutefois le nombre total des associés ne pourra excéder 10 . La société pourra ensuite également ne comprendre qu'un seul associé.

Article 2 – OBJET

L'E.A.R.L a pour objet l'exercice d'activités réputées agricoles au sens de l'article 2 de la loi n°88-1202 du 30 décembre 1988.

La superficie mise en valeur ne peut excéder dix S.M.I.

Pour la réalisation et dans la limite de l'objet ci-dessus défini, la société peut effectuer toutes opérations propres à en favoriser l'accomplissement ou le développement, sous réserve qu'elles s'y rattachent directement ou indirectement et qu'elles ne modifient pas le caractère civil de la société.

En particulier, la société peut notamment :

- procéder à l'acquisition de tous éléments d'exploitation agricole ;
- prendre à bail tous biens ruraux ;
- exploiter les biens dont les associés sont locataires et qui auront été mis à sa disposition conformément à l'article L 411-37 du Code Rural ;
- vendre directement les produits de l'exploitation, avant ou après leur transformation, mais sous réserve de respecter les usages agricoles.

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

Article 3 – DENOMINATION

La dénomination de la société est : " **EARL SONSOISE PAMART** "

Cette dénomination sociale doit

- figurer sur tous les actes ou documents émanant de la société et destinés aux tiers
- être précédée ou suivie immédiatement des mots "Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée" ou des initiales d'abréviation " E.A.R.L " ;
- être suivie du montant du Capital social.

De plus, le siège du tribunal au greffe duquel la société est immatriculée à titre principal au Registre du Commerce et des Sociétés, et le numéro d'immatriculation reçu, doivent être indiqués sur les factures, commandes, documents, correspondances et récépissés concernant l' activité et signés par elle ou en son nom.

Article 4 – SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à **Sons et Ronchères (Aisne) 20, rue Saint Vincent** ressort du tribunal de commerce sis à Laon où la société sera immatriculée au registre du Commerce et des Sociétés.

Ce siège pourra être transféré en tout endroit par décisions collectives extraordinaires des associés prises conformément aux présents statuts.

Article 5 – DUREE

La société est constituée pour une durée de **99 ans** à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés sauf décision de prorogation ou de dissolution anticipée prise conformément à l'article 15 des présents statuts.

Un an au moins avant la date de son expiration, le ou les associés doivent être consultés à l'effet de décider si la société doit être prorogée ; à défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Grande Instance, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la consultation ci-dessus.

Article 6 – APPORTS

I – Montant et modalités des apports

1° Apport en Nature

Madame Madeleine BUYSSE épouse PAMART, l'une des associés apporte à la société le cheptel et les éléments mobiliers selon inventaire annexé aux présents statuts , le tout évalué par la SELARL VAN ISAKER FROMEN à la somme de trois cent quatre vingt dix neuf mille deux cents francs (399.200 F).

Monsieur Pierre PAMART, l'un des associés apporte à la société le cheptel et les éléments mobiliers selon inventaire annexé aux présents statuts , le tout évalué par

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

la SELARL VAN ISAKER FROMEN à la somme de trois cent quatre vingt dix neuf mille deux cents francs (399.200 F).

Monsieur Jean Pierre PAMART, l'un des associés apporte à la société le cheptel et les éléments mobiliers selon inventaire annexé aux présents statuts, le tout évalué par la SELARL VAN ISAKER FROMEN à la somme de neuf cent trente deux mille six cents francs (932.600 F).

3° Déclaration

Le présent apport s'établit sous les charges et conditions ordinaires de fait et de droit en pareille matière et notamment sous celles suivantes, que le cessionnaire s'oblige à exécuter et supporter, à savoir :

La société sera propriétaire des éléments des exploitations apportées à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Elle en aura la jouissance rétroactivement au 1 janvier 1995.

Il est expressement convenu que tous les résultats de l'exploitation à compter du 1 janvier 1995 seront repris par la société.

*** Etat des biens .**

La société prendra l'ensemble des biens présentement apportés dans leur état actuel, sans recours contre les apporteurs pour quelque cause que ce soit et notamment pour cause de mauvais état, défaut d'entretien, détérioration, vétusté du matériel, mauvais état des sols, sous sols, pour cause d'inondation, sécheresse, ravinement, mitoyenneté.

*** Impôts – Taxes – M.S.A.**

La société acquittera à compter du jour de l'entrée en jouissance les impôts contributions et taxes de toute nature auxquels les biens présentement apportés, sont ou pourraient être soumis.

Les cotisations dues à la Mutualité Sociale Agricole au titre de l'année 1995 seront acquittées par les apporteurs et pris en charge par la société.

*** Assurances – Abonnements – Traités**

La société fera son affaire personnelle à compter du jour de l'entrée en jouissance et sans recours contre l'apporteur, de manière que celui-ci ne soit jamais inquiété ni recherché à ce sujet.

a) de la continuation ou de la résiliation de toutes polices d'assurances contre les risques d'incendie ou autres, concernant les biens vendus ;

b) de l'exécution ou de la résiliation de tous abonnements ou contrats, pour la fourniture de l'eau, du gaz, et autres services.

Il remplira toutes les formalités nécessaires à la mutation ou à la résiliation de ces

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

polices contrats ou abonnements sans délai après la signature des présentes à ses frais et en justifiera, si besoin était, auprès des apporteurs.

*** Commandes et marchés**

La société fera également son affaire personnelle et prendra à son compte les commandes, contrats et marchés passés par les apporteurs sans que ceux-ci n'aient à s'en soucier.

*** Servitudes**

La société souffrira les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues qui peuvent gréver les biens apportés, sauf à s'en défendre et à profiter de celles actives, s'il en existe, le tout à ses risques et périls, sans recours contre les apporteurs et sans que la présente clause puisse donner à qui que ce soit plus de droit qu'il n'en aurait, en vertu de titres réguliers non prescrits par la loi.

A cet égard, les apporteurs déclarent qu'il n'ont créé, ni laissé acquérir aucune sureté ou garantie (warrant, nantissement, gage, etc) sur les biens vendus. Et qu'à leur connaissance, il n'en existe pas d'autres que celles pouvant résulter de la désignation ci-dessus, de la situation naturelle des lieux, des titres de propriété ou de la loi.

De leur côté, les apporteurs reconnaissent :

* avoir fait visiter tous les biens cédés au représentant de la société en lui donnant toutes les indications utiles et nécessaires,

Et ils s'engagent :

* à fournir à la société tous documents, plans, actes, plans d'asselements, contrats qui pourraient lui être nécessaires.

* à payer tous les impôts, taxes, contributions, cotisations sociales de toute nature que la loi met à leur charge ainsi que tous créanciers et fournisseurs de manière à ce que la société ne soit pas inquiétée à ce sujet.

* à accomplir toutes diligences pouvant faciliter le transfert des biens apportés.

* à supporter tous les frais, droits, amendes ou pénalités qui pourraient résulter d'un contrôle ou de redressements effectués par l'administration fiscale relativement au présent apport, et qui serait à leur charge au cours des dix années à venir.

Article 7 – CAPITAL SOCIAL

Par suite des apports effectués ci-dessus le capital social initial est fixé à la somme de un million sept cent trente et un mille francs (1.731.000 F).

Il est réparti, ainsi qu'il sera précisé ci-après entre les divers apporteurs, ci-dessus nommés, prénommés, qualifiés et domiciliés.

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

AU COURS DE LA VIE SOCIALE

Le capital social de l'EARL peut être augmenté ou réduit par décision collective des associés prise conformément à l'article 15 des présents statuts. Il ne peut être inférieur à cinquante mille francs (50 000 F).

En cas d'augmentation de capital par création de parts sociales de numéraire, les associés organisent, s'ils le jugent opportun, toutes modalités de souscription, avec ou sans droit préférentiel à titre irréductible et réductible.

La décision collective fixe les conditions de libération des apports de numéraire.

La réduction du capital social par voie de rachat de parts sociales est possible sous réserve que l'offre s'adresse à tous les associés, et d'organiser une répartition proportionnelle équitable des parts dont l'achat a été sollicité par des associés.

la réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal doit être suivie, dans un délai d'un an, d'une augmentation ayant pour effet de le porter au moins à ce minimum, à moins que, dans le même délai, la société n'ait été transformée en une autre forme sociale ; à défaut, tout intéressé peut demander en justice sa dissolution.

Madame Madeleine BUYSSE épouse PAMART et Monsieur Jean Pierre PAMART sont associés exploitants au sens de l'article L.411-59 du code rural et détiennent plus de 50% du capital social.

A la condition qu'ils détiennent ensemble moins de 50 % des parts composant le capital social, la société peut admettre des associés non exploitants qui pourront notamment effectuer des apports immobiliers.

La violation de l'une des conditions mentionnées ci-dessus n'entraîne pas dissolution de plein droit de la société ; la situation doit être régularisée dans le délai d'un an, délai porté à 3 ans lorsque l'inobservation de ces conditions résultera du décès ou de l'incapacité reconnue d'un associé exploitant ; à défaut, tout intéressé peut demander la dissolution en justice, le tribunal ne pouvant prononcer la dissolution lorsque la régularisation a eu lieu le jour où il statue sur le fond.

Article 8 – PARTS SOCIALES – CARACTERISTIQUES

Le Capital est divisé en 17.310 parts de 100 francs chacune, numérotées de 1 à 17.310, attribuées aux associés en proportion de leurs apports, savoir :

Madame Madeleine BUYSSE épouse PAMART

à concurrence de 50 % de sept mille neuf cent quatre vingt quatre parts, numérotées de 1 à 7.984

en rémunération de son apport, ci l'équivalent de..... 3.992 parts

Monsieur Pierre PAMART

à concurrence de 50 % de sept mille neuf cent quatre vingt quatre parts, numérotées de 1 à 7.984

en rémunération de son apport, ci l'équivalent de..... 3.992 parts

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

Monsieur Jean Pierre PAMART

à concurrence de neuf mille trois cent vingt six parts,

numérotées de 7985 à 17.310

en rémunération de son apport, ci 9.326 parts

Total égal au nombre de parts composant le capital social : 17.310 parts

Les associés déclarent que ces parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont toutes libérées intégralement.

Les parts sociales sont inscrites sur un registre des associés tenu au siège de la société.

Les droits des associés résulteront des statuts, des actes et des délibérations qui modifieraient le capital social, ainsi que des cessions éventuelles.

I – TITRE :

La propriété d'une part sociale résulte seulement des statuts de la société, des actes qui pourraient les modifier, des cessions et mutations qui seraient ultérieurement et régulièrement consenties, constatées et publiées.

Tout associé peut, après toute modification statutaire, demander la délivrance d'une copie certifiée conforme des statuts en vigueur au jour de la demande. A ce document est annexé la liste mise à jour des associés ainsi que des gérants et, le cas échéant, des commissaires aux comptes ou des membres de l'organe de surveillance.

En aucun cas, une part sociale ne peut être représentée par un titre négociable.

II – INDIVISIBILITE :

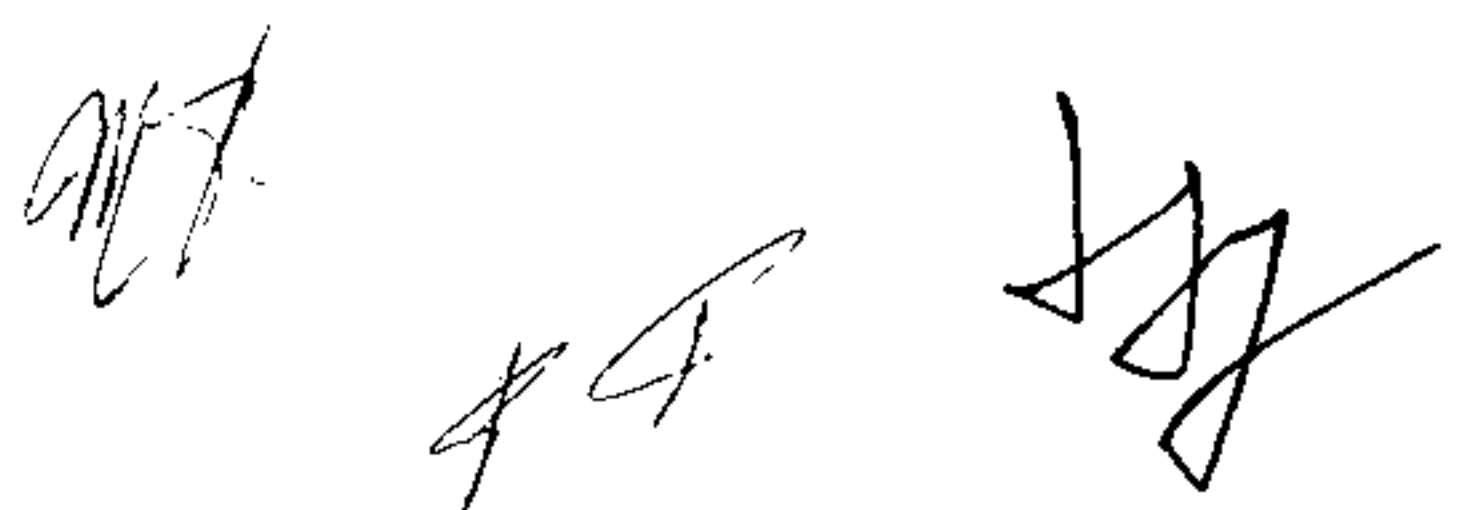
Chaque part sociale est indivisible à l'égard de la société. Les copropriétaires d'une part sociale indivise sont représentés par un mandataire unique choisi parmi les indivisaires ou en dehors d'eux parmi les autres associés. En cas de désaccord, le mandataire est désigné en justice, à la demande du plus diligent.

III – ROMPUS :

Si des parts sociales viennent à former des rompus à l'occasion d'une opération quelconque, les associés doivent faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour supprimer les rompus. Au besoin, la gérance met les associés concernés en demeure de rendre la ou les cessions nécessaires opposables à la société dans un délai qu'elle fixe et ceci à peine d'astreinte fixé par le juge.

IV – USUFRUIT :

Si une part est grevée d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices où il est réservé à l'usufruitier.



FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

Article 9 – MUTATIONS DE PARTS SOCIALES ENTRE VIFS

I – CONSTATATION ET OPPOSABILITE :

Toutes cessions entre vifs de parts sociales sont constatées par acte authentique ou sous seings privés.

Elles deviennent opposables à la société par voie de transfert sur le registre de la société tenu au siège social.

Elles ne sont opposables aux tiers qu'après accomplissement des formalités ci-dessus, puis de la formalité du dépôt de deux originaux ou de deux copies authentiques de l'acte qui les constate au greffe du tribunal, en annexe au Registre du Commerce et des Sociétés.

II – AGREMENT

Toute cession de parts sociales, sauf celle entre associés, ne peut avoir lieu qu'avec l'agrément de tous les associés.

. Notification à effectuer

L'associé qui projette de céder ses parts en fait notification, avec demande d'agrément, à la société, en la personne de son gérant, et à chacun de ses coassociés. Chaque associé doit notifier sa réponse dans un délai de quinze jours au gérant. A défaut de réception dans ce délai, il n'est pas tenu compte du vote de l'associé et l'agrément n'est pas accordé.

. Agrément accordé

En cas d'agrément, notification en est immédiatement donnée par le gérant au cédant.

. Agrément refusé

En cas de refus d'agrément, notification en est faite par le gérant à tous les associés et chacun des associés autres que le cédant seront tenus d'une des possibilités suivantes:

– soit d'acquérir les parts mises en vente ; leur demande est notifiée à la société, en la personne du gérant, et aux autres associés dans les quinze jours de la notification du refus d'agrément.

Les associés exploitants et le gérant ne disposent pas d'un droit de préférence. S'ils sont plusieurs, ils sont réputés acquéreurs à proportion du nombre de parts détenues antérieurement à la cession.

– soit, si aucun associé ne se porte acquéreur, de faire acquérir les parts cédées par un ou plusieurs tiers agréés par les associés si nécessaire.

– soit procéder au rachat des parts par la société elle-même.

Le nom du ou des candidats acquéreurs, associés, tiers ou société elle-même, ainsi

que le prix offert sont notifiés par le gérant au cédant au plus tard trois mois après la notification du projet de cession faite par le cédant. Le cédant peut dans les quinze jours de cette notification, notifier, accepter les propositions formulées, renoncer à la cession, ou contester le prix ; dans ce cas, il y aura recours à un expert désigné soit par les parties, soit, à défaut d'accord entre elles, par ordonnance du Président du Tribunal statuant en la forme de référé et sans recours possible ; dans ce cas, la date à prendre en considération pour le calcul de la valeur de la part sera celle de la cession elle-même, les bénéfices de l'exercice en cours se répartissant entre cédant et cessionnaire à partir du jour où l'expertise sera définitive et le prix de cession sera payable dans les quinze jours de la fixation définitive du prix, sans intérêt ; les frais et honoraires d'expertise sont supportés moitié par la ou les parties cédantes, moitié par celles qui acquièrent ou remboursent les droits sociaux mais solidairement entre elles toutes à l'égard de l'expert ; la répartition individuelle a lieu au prorata du nombre de parts cédées ou acquises.

. Absence de rachat

Si aucune offre de rachat n'est faite au cédant dans les trois mois de la dernière des notifications du projet de cession faite par lui, l'agrément est réputé acquis, à moins que, dans le même délai, les autres associés ne décident la dissolution de la société.

Le cédant peut alors rendre caduque cette décision en notifiant à la société, en la personne de son gérant, qu'il renonce à la cession dans le mois de la décision de dissolution.

. Forme des Notifications

Toutes notifications prévues au présent article sont effectuées soit par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, soit par acte d'huissier de justice.

III MUTATIONS CONCERNEES

Sont concernées par les dispositions du présent article toutes opérations quelconques entre vifs non associés ayant pour but ou pour résultat le transfert de la propriété d'une ou plusieurs parts sociales.

IV MUTATIONS INTERDITES

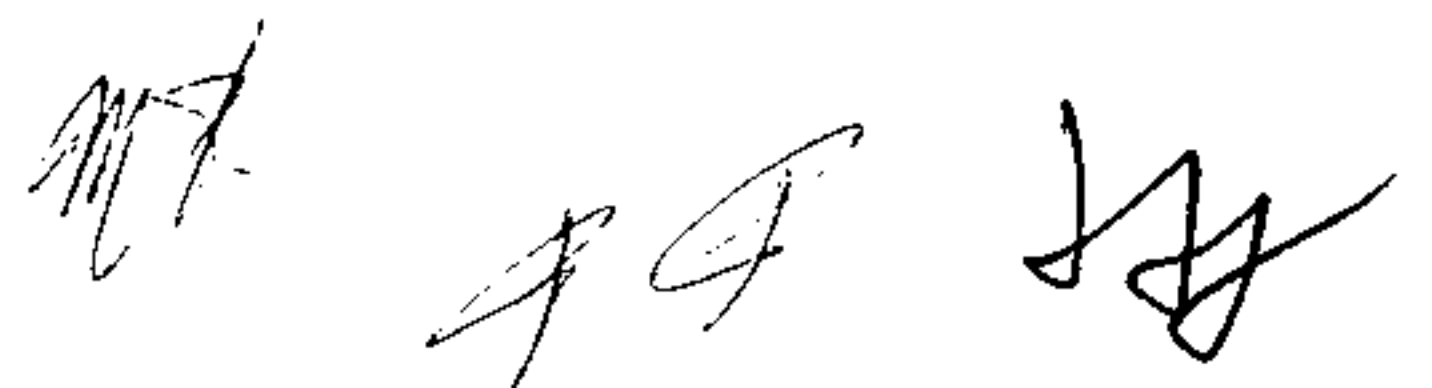
Toute cession à une personne morale comme toute cession à une personne physique mineure est interdite.

Est interdite également toute cession qui aurait pour conséquence de porter le nombre des associés au-delà de dix personnes.

Toute notification d'un projet de cession faite en contravention de ce qui précède sera considérée comme nulle et sans effet, l'associé projetant la cession demeurant seul titulaire des droits d'associé à l'égard tant de la société que des tiers.

Article 10 – RECONNAISSANCE DE LA QUALITE D'ASSOCIE AU CONJOINT

Toute demande émanant du conjoint commun en biens d'un associé tendant à obtenir la qualité d'associé à raison de la moitié des parts communes détenues par cet



FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

associé, est soumise à l'agrément de la collectivité des associés statuant à l'unanimité, l'époux associé ne participant pas au vote et ses parts n'étant pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

En cas de refus d'agrément, l'associé commun en biens conserve cette qualité pour la totalité des parts.

L'entrée du conjoint doit faire l'objet des formalités de publicité requise.

En cas d'associé unique, la notification à la société de l'intention de son conjoint de devenir associé emporte de plein droit son agrément.

Article 11 – DECES – DISSOLUTION D'UN REGIME MATRIMONIAL – RETRAITS D'ASSOCIES

I – DECES :

La société n'est pas dissoute par le décès d'un de ses membres.

Elle continue entre les associés survivants .

La transmission de parts au profit des héritiers en ligne directe comme l'admission, en qualité d'associés, soit de tous autres héritiers ou légataires d'un associé décédé, soit dévolutaires divis ou indivis de parts sociales ayant appartenu à un associé, est soumise à l'agrément de l'unanimité des associés.

Tout héritier ou ayant droit qui souhaite faire partie de la société doit notifier à cette dernière, en la personne de son gérant, et à chacun des associés survivants, son intention de devenir associé dans les cinq mois du décès. Chaque associé doit notifier sa réponse dans un délai de quinze jours au gérant. A défaut de réception dans ce délai, il n'est pas tenu compte du vote de l'associé et l'agrément est réputé accordé.

Pour exercer leurs droits, les héritiers, légataires ou dévolutaires doivent justifier de leur qualité et solliciter leur agrément par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée à la société. La société est, de son côté, en droit d'exiger toutes justifications nécessaires.

En cas d'agrément, notification en est immédiatement donnée par le gérant aux héritiers ou ayant droit de l'associé décédé.

A défaut d'agrément, il est fait application des dispositions de l'article 1870-1 du Code Civil, la décision unanime des associés impliquant le rachat par la société elle-même des parts qui ne seraient pas rachetées par les autres associés ou la cession de ces parts à un tiers désigné par ceux-ci.

Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société. Celle ci peut continuer avec les héritiers ou ayants droit qui souhaitent acquérir la qualité d'associé.

II DISSOLUTION D'UN REGIME MATRIMONIAL

En cas de dissolution d'un régime matrimonial autre que par décès, le conjoint associé exploitant attributaire de parts sociales est agréé de plein droit.

FACCE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

Si le conjoint attributaire des parts sociales n'est pas associé exploitant au sens de l'article L 411-59 du Code Rural, s'il n'est pas déjà membre de la société, il devra être agréé par tous les autres associés, le délai de cinq mois prévu à cet effet partant du jour où la dissolution du régime matrimonial est devenue définitive.

En cas d'associé unique, lors de la dissolution d'un régime matrimonial autre que par le décès, la Société peut continuer avec l'époux attributaire des parts sociales.

III – RETRAITS :

Tout associé peut se retirer de la société avec l'accord unanime des associés à moins qu'il n'obtienne ce retrait par décision de justice, pour justes motifs. Ce retrait n'étant possible qu'à la date de clôture d'un exercice à la condition d'en avoir informé la société et les associés six mois avant cette clôture par lettre recommandée avec accusé de réception à défaut, le retrait est retardé jusqu'à la prochaine clôture.

L'incapacité, la déconfiture, l'admission en redressement judiciaire, la liquidation des biens, la faillite personnelle d'un associé entraînent son retrait d'office de la société.

L'associé qui se retire a droit au remboursement de la valeur de ses droits sociaux fixée, à défaut d'accord amiable, conformément à l'article 1843-4 du Code Civil.

Le retrait est de droit et ne peut être refusé lorsqu'il est motivé par la régularisation d'une stipulation contrevenant aux dispositions légales et réglementaires d'ordre public relatives aux ENTREPRISES AGRICOLES A RESPONSABILITE LIMITEE.

L'associé qui se retire ne pourra pas invoquer les dispositions de l'article 1844-9 du code Civil pour reprendre ses apports qui se retrouvent en nature, sauf consentement de la majorité en nombre des associés représentant les trois-quarts au moins du capital social.

Article 12 – NANTISSEMENT DES PARTS SOCIALES

Le nantissement des parts sociales doit être effectué par acte authentique ou sous seing privé, signifié à la société ou accepté par elle dans un acte authentique. Il n'est opposable aux tiers qu'après accomplissement des formalités de publicité requises.

Tout projet de nantissement est soumis à l'agrément des associés dans les mêmes conditions que les projets de cession de parts sociales à des tiers non associés. Le consentement au projet de nantissement entraîne agrément du cessionnaire en cas de réalisation forcée des parts sociales, si cette réalisation est notifiée, un mois avant la vente, aux associés et à la société en la personne de son gérant.

Chaque membre de la société peut se substituer à l'acquéreur dans un délai de cinq jours francs à compter de la vente. Si plusieurs membres exercent cette faculté, ils sont, sauf convention contraire intervenue alors entre eux, réputés acquéreurs en proportion du nombre de parts qu'ils détenaient antérieurement. Si aucun membre de la société n'exerce cette faculté, la société peut elle-même racheter les parts en vue de leur annulation.

Lorsque les associés n'ont pas donné leur consentement au nantissement ou lorsque l'associé débiteur a omis de leur notifier ce nantissement, la mise en vente des parts

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

nanties doit être notifiée à la société et aux associés un mois avant la vente. Dans ce délai, les associés peuvent décider soit l'acquisition de parts dans les conditions prévues à l'article relatif aux mutations de parts sociales entre vifs des présents statuts, soit la dissolution de la société. Si la vente forcée a lieu, les membres de la société ou la société elle-même peuvent exercer la faculté de substitution, conformément au troisième paragraphe du présent article. Le non-exercice de cette faculté emporte l'agrément à l'acquéreur.

Article 13 – PARTS SOCIALES – DROITS ET OBLIGATIONS Y ATTACHES

I – DROITS PECUNIAIRES :

Outre le droit au remboursement du capital non déjà amorti qu'elle représente, chaque part sociale donne droit dans la répartition du boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente et dans la répartition des bénéfices et des réserves à une quotité librement fixée, pour chaque associé, par l'assemblée générale des associés.

Les pertes ou le mali de liquidation, s'il en existe, sont supportés dans les mêmes conditions.

II – DROIT DE PARTICIPATION AUX DECISIONS COLLECTIVES :

La propriété d'une part sociale donne droit de participer avec voix délibérative aux décisions collectives d'associés.

III – LIBERATION

Toute part sociale représentative d'un apport en nature doit être libérée intégralement, au plus tard le jour de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou de l'inscription modificative à cette immatriculation consécutive à une augmentation de capital intervenue.

Toute part de numéraire est libérée dans les conditions et délais fixés par les associés ou la gérance. Tout versement tardif rend exigible un intérêt décompté au taux légal.

IV – RESPONSABILITE PECUNIAIRE :

Le propriétaire d'une part sociale est indéfiniment responsable des dettes sociales à l'égard des tiers mais à proportion seulement de cette part dans le capital social et sans toutefois que cet associé puisse participer au-delà de son apport, à la date de l'exigibilité ou au jour de la cessation des paiements. Toutefois, les créanciers ne peuvent poursuivre le paiement des dettes sociales contre l'associé qu'après avoir vainement poursuivi la société.

V – AUGMENTATION DES ENGAGEMENTS :

En aucun cas, les engagements définis aux présents statuts ne peuvent être augmentés sans l'accord individuel de l'associé concerné.

Les droits et obligations attachés à chaque part la suivent en quelque main qu'elle passe. La propriété d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions collectives d'associés ou aux décisions de gérance.

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

VI – INTERDICTION DE SCELLES

Héritiers et créanciers ne peuvent sous aucun prétexte, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents sociaux ni s'immiscer dans les actes de la vie sociale.

VII – REMUNERATION DU TRAVAIL AU SEIN DE LA SOCIETE

Chaque associé exploitant reçoit une rémunération de son travail au sein de la société.

Cette rémunération est fixée chaque année, par décision collective des associés.

Article 14 – GERANCE

I – NOMINATION :

L'associé unique, à la condition qu'il possède la qualité d'associé exploitant, peut exercer la gérance.

S'il y a pluralité d'associés, le ou les gérants sont désignés avec ou sans limitation de durée, parmi les associés exploitants titulaires de parts de capital par décision collective ordinaire.

Faute d'associé exploitant titulaire de parts de capital, la société peut être gérée pendant un an par une personne physique désignée par les associés ou, à défaut, par le tribunal à la demande de tout intéressé.

Passé le délai d'un an, à défaut de désignation d'un gérant associé exploitant, titulaire de parts sociales, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Le tribunal ne peut prononcer celle-ci si la situation est régularisée le jour où il statue sur le fond.

II – POUVOIR – DELEGATION :

Dans les rapports entre associés, le ou les gérants peuvent accomplir tous les actes de gestion que demande l'intérêt de la société.

Dans les rapports avec les tiers, le ou les gérants jouissent des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et faire ou autoriser tous les actes et opérations entrant dans l'objet social pour les opérations courantes.

Sans que cette clause puisse être opposable aux tiers, la gérance ne peut, sauf à y être préalablement autorisée par décision collective ordinaire prise conformément aux présents statuts, accomplir les actes suivants :

* vendre un immeuble appartenant à la société ou acquérir un immeuble au nom de la société ;

* prendre à bail pour le compte de la société ou résilier des baux consentis à la société;

* contracter des emprunts au nom de la société pour un montant excédant 200.000 francs ;



FACE ANNULÉE
Article 905 CGI
ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

* engager des investissements au nom de la société pour un montant supérieur à 200.000 francs.

En cas de pluralité de gérants, chacun exerce séparément ces pouvoirs, sauf le droit de chacun d'eux de s'opposer à une opération avant qu'elle ne soit conclue. Mais l'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

Chaque gérant peut, sous sa responsabilité personnelle, conférer toutes délégations de pouvoirs.

III – REMUNERATION :

Le ou chacun des gérants a droit à une rémunération dont toutes les modalités de fixation et de versements sont arrêtés par la collectivité des associés statuant par décision collective.

Tout gérant a droit en outre, au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt social, sur présentation de toutes pièces justificatives.

IV – RESPONSABILITE :

Chaque gérant est responsable individuellement envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux lois et règlements, soit de la violation des statuts, soit des fautes commises dans sa gestion.

Si plusieurs gérants ont participé aux mêmes fautes, leur responsabilité est solidaire à l'égard des tiers et des associés. Toutefois, dans leurs rapports entre eux, le tribunal détermine la part contributive de chacun dans la répartition du dommage.

V – ASSIDUITE

Le gérant consacre le temps et les soins nécessaires à la gestion sociale et participe de façon effective à l'activité agricole de la société comme spécifié par les dispositions législatives et réglementaires, et par les présents statuts.

Article 15 – DECISIONS COLLECTIVES

1 – Les décisions collectives statuant sur les comptes sociaux sont prises en assemblée générale.

Sont également prises en assemblée générale les décisions soumises aux associés, à l'initiative soit de la gérance, soit du commissaire aux comptes s'il en existe un, soit d'associés, soit enfin d'un mandataire désigné par justice.

Toutes les autres décisions collectives peuvent être prises par consultation écrite des associés.

2 – Les décisions collectives sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Elles sont qualifiées d'extraordinaires lorsqu'elles ont pour objet la modification des

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

statuts.

Elles sont qualifiées d'ordinaires dans tous les autres cas.

3 – Les décisions ordinaires doivent être adoptées par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Si, en raison d'absence ou d'abstention d'associés, cette majorité n'est pas obtenue à la première consultation, les associés sont consultés une seconde fois et les décisions sont prises à la majorité des voix émises, quelle que soit la proportion du capital représenté, mais ces décisions ne peuvent porter que sur les questions ayant fait l'objet de la première consultation.

Par dérogation aux dispositions de l'alinéa qui précède, les décisions relatives à la nomination ou à la révocation de la gérance doivent être prises par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, sans que la question puisse faire l'objet d'une seconde consultation à la simple majorité des votes émis.

4 – Les décisions extraordinaires doivent être adoptées par des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales. Toutefois, le retrait d'un associé, l'agrément des cessions ou mutations ou nantissement de parts sociales, règlementé par les articles des présents statuts, doivent être donnés par l'unanimité des associés.

La transformation de la société en société de toute autre forme, notamment en société anonyme, est décidée par l'unanimité des associés.

Le changement de nationalité de la société et l'augmentation des engagements des associés exigent également l'unanimité de ceux-ci.

Article 16 – ASSEMBLEES GENERALES

1 – Convocation

Les assemblées générales d'associés sont convoquées normalement par la gérance; à défaut, elles peuvent également être convoquées par le commissaire aux comptes s'il en existe un.

La réunion d'une assemblée peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins soit la moitié des parts sociales, soit à la fois le quart en nombre des associés et le quart des parts sociales.

Tout associé peut demander au président du tribunal grande instance statuant par ordonnance de référé, la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée et de fixer son ordre du jour.

Les associés sont convoqués, quinze jours au moins avant la réunion de l'assemblée, par lettre recommandée comportant l'ordre du jour.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés, et sous réserve qu'ait été respecté leur droit de communication prévu à l'article 25 des présents statuts.

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

L'assemblée appelée à statuer sur les comptes doit être réunie dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

Lorsque le commissaire aux comptes convoque l'assemblée des associés, il fixe l'ordre du jour et peut, pour des motifs déterminants, choisir un lieu de réunion autre que celui éventuellement prévu par les statuts mais situé dans le même département. Il expose les motifs de la convocation dans un rapport lu à l'assemblée.

2 – Ordre du jour

L'ordre du jour de l'assemblée, qui doit être indiqué dans la lettre de convocation, est arrêté par l'auteur de la convocation.

Sous réserve des questions diverses qui ne doivent présenter qu'une minime importance, les questions inscrites à l'ordre du jour sont libellées de telle sorte que leur contenu et leur portée apparaissent clairement sans qu'il y ait lieu de se reporter à d'autres documents.

3 – Participation aux décisions et nombre de voix

Tout associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède.

4 – Représentation

Chaque associé peut se faire représenter par son conjoint ou par un autre associé, à moins que la société ne comprenne que les deux époux, ou seulement deux associés. Dans ces deux derniers cas seulement, l'associé peut se faire représenter par une autre personne de son choix.

Un associé ne peut constituer un mandataire pour voter du chef d'une partie de ses parts et voter en personne du chef de l'autre partie.

Les représentants légaux d'associés juridiquement incapables peuvent participer au vote, même s'ils ne sont pas eux-mêmes associés.

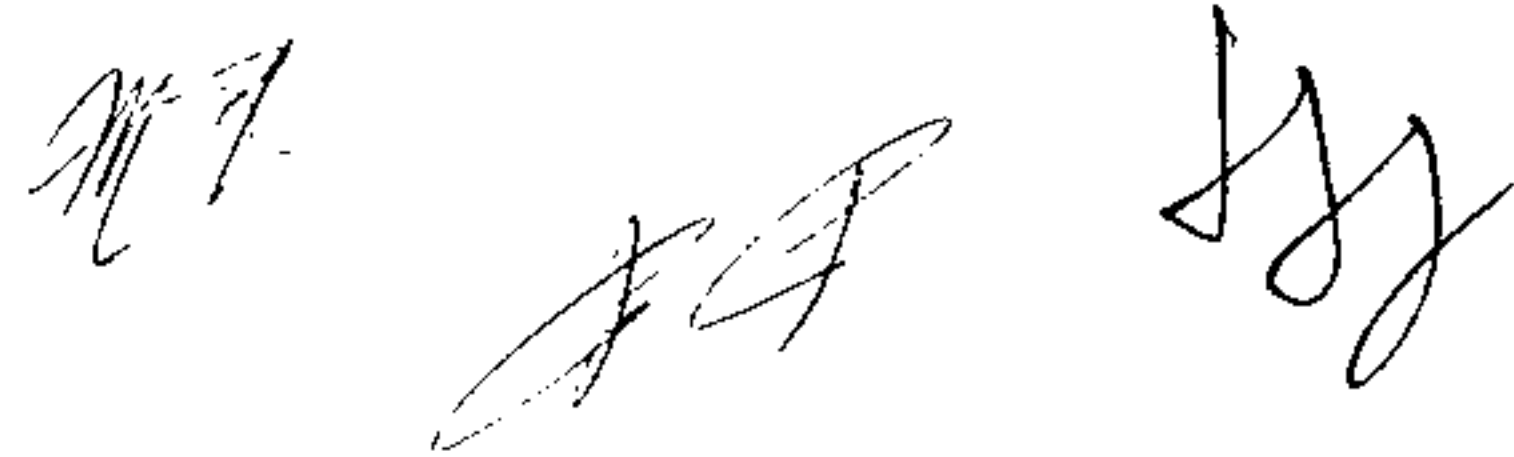
Le mandat de représentation d'un associé est donné pour une seule assemblée. Il peut cependant être donné pour deux assemblées tenues le même jour ou dans un délai de sept jours.

Le mandat donné pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

5 – Réunion – Présidence de l'assemblée

L'assemblée est présidée par le gérant, ou l'un des gérants s'ils sont associés.

Si aucun des gérants n'est associé, elle est présidée par l'associé, présent et acceptant, qui possède ou représente le plus grand nombre de parts sociales. Si plusieurs associés qui possèdent ou représentent le même nombre de parts sont acceptants, la présidence de l'assemblée est assurée par le plus âgé.



FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

Article 17 – CONSULTATION ECRITE

A l'appui de la demande de consultation écrite, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés sont adressés à ceux-ci par lettre recommandée.

Les associés doivent, dans un délai maximal de quinze jours à compter de la date de réception des projets de résolutions, émettre leur vote par écrit. Pendant ledit délai, les associés peuvent demander à la gérance les explications complémentaires qu'ils jugent utiles.

Chaque associé dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Pour chaque résolution, le vote est exprimé par "OUI" ou par "NON". Tout associé qui n'aura pas adressé sa réponse dans le délai maximal fixé ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

Article 18 – PROCES-VERBAUX

1 – Procès-verbal d'assemblée générale

Toute délibération de l'assemblée générale des associés est constatée par un procès-verbal établi et signé par la gérance et, le cas échéant, par le président de séance.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents et représentés avec l'indication du nombre de parts détenues par chacun d'eux, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

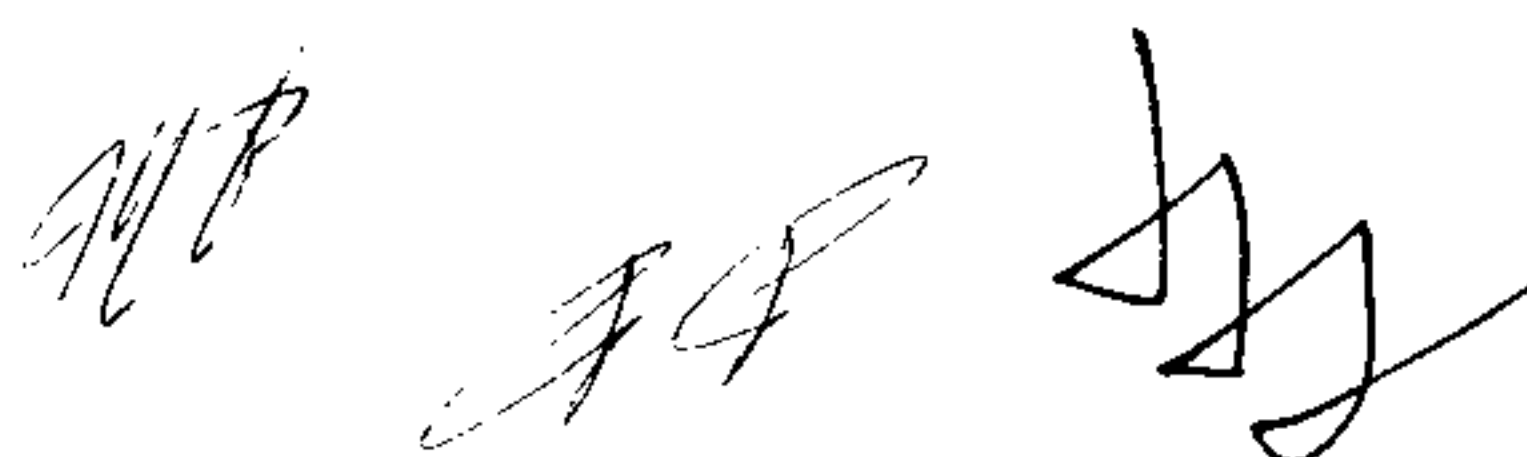
2 – Consultation écrite

En cas de consultation écrite, il en est fait mention dans le procès-verbal auquel est annexée la réponse de chaque associé.

3 – Registre des procès-verbaux

Les procès-verbaux sont établis sur des registres spéciaux tenus au siège social, et cotés et paraphés soit par un juge du tribunal de commerce, soit par un juge du tribunal d'instance, soit par le maire de la commune du siège social ou un adjoint au maire, dans la forme ordinaire et sans frais.

Toutefois, les procès-verbaux peuvent être établis sur des feuilles mobiles numérotées sans discontinuité, paraphées dans les conditions prévues à l'alinéa précédent et revêtues du sceau de l'autorité qui les a paraphées. Dès qu'une feuille a été remplie, même partiellement, elle doit être jointe à celles précédemment utilisées. Toute addition, suppression, substitution ou interversion de feuilles est interdite.



FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

4 – Copies ou extraits des procès-verbaux

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par un gérant.

Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 19 – INFORMATION DES ASSOCIES

Le ou les gérants doivent adresser aux associés, quinze jours au moins avant la date de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes d'un exercice social, le rapport de gestion, ainsi que les comptes annuels, le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du ou des commissaires aux comptes.

A compter de cette communication, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles le ou les gérants sont tenus de répondre au cours de l'assemblée.

Pendant le délai de quinze jours qui précède l'assemblée, l'inventaire est tenu au siège social à la disposition des associés, qui ne peuvent en prendre copie.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, le texte des résolutions, le rapport de la gérance, ainsi que, le cas échéant, celui du ou des commissaires aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de la réunion. En outre, pendant le même délai, ces mêmes documents sont tenus, au siège social, à la disposition des associés qui peuvent en prendre connaissance ou copie.

Tout associé a le droit, à toute époque, de prendre, par lui-même et au siège social, connaissance des documents suivants, concernant les trois derniers exercices : comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

Une expertise sur une ou plusieurs opérations de gestion peut être demandée par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital social. Le ministère public et le comité d'entreprise sont habilités à agir aux mêmes fins.

Tout associé non-gérant peut poser, deux fois par exercice, des questions au gérant sur tout fait de nature à compromettre la continuité de l'exploitation. La réponse du gérant est communiquée, le cas échéant, aux commissaires aux comptes.

Article 20 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1 janvier et prendra fin le 31 décembre.

Le premier exercice couvrira la période entre la création et le 31 décembre 1995.

Article 21 – BENEFICES – COMPTES SOCIAUX – APPROBATION

Il est établi chaque année à la date de clôture de l'exercice social et par les soins du ou des gérants, un inventaire complet et détaillé de l'actif et du passif de la société,

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

ainsi qu'un compte de résultat et un bilan qui doivent correspondre aux normes du plan comptable particulier à l'activité agricole.

Le résultat de l'exploitation est constitué par les produits nets de l'exercice, déduction faite des frais généraux et autres charges de la société, dont tous amortissements et provisions.

Ce résultat, diminué ou augmenté le cas échéant des pertes et profits exceptionnels constitue le résultat net de la société.

Les comptes de l'exercice écoulé, tenus dans les conditions ci-dessus indiquées, sont présentés aux associés dans le rapport écrit d'ensemble du ou des gérants sur l'activité sociale pendant l'exercice écoulé.

Le rapport est soumis à l'approbation des associés, dans les six mois à compter de la clôture de la période de référence écoulée. Ce rapport est joint à la lettre de convocation ou de consultation. En cas de contestation de la décision par acte signé de tous les associés, cet acte doit contenir mention expresse de la notification du rapport faite à chaque associé au moins quinze jours avant la date d'intervention de cet acte.

Article 22 – COMMISSAIRE AUX COMPTES

Il n'est pas nommé de commissaire aux comptes.

Article 23 – RESULTATS – AFFECTATION ET REPARTITION

Le résultat tel qu'il est défini dans les présents statuts fait l'objet d'une affectation et d'une répartition dans les conditions suivantes :

A) RESULTAT BENEFICIAIRE

Après approbation du rapport d'ensemble du ou des gérants, les associés peuvent décider de porter tout ou partie du bénéfice à un ou plusieurs comptes de réserves générales ou spéciales dont ils déterminent l'emploi et la destination, ou de le reporter à nouveau.

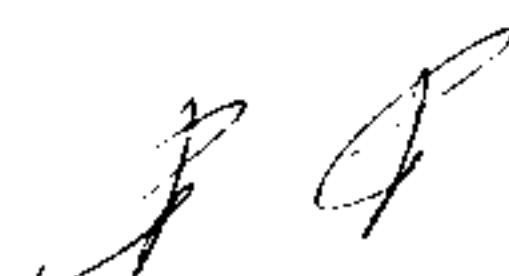
L'excédant non affecté est réparti entre les associés, conformément à la décision de l'assemblée générale.

La distribution des sommes ainsi réparties est décidée par la gérance.

Fiscalement, les sommes portées en réserves sont affectées aux associés au prorata de leurs droits dans le résultat global.

Les associés peuvent laisser à la disposition de la société sous forme de compte bloqué une partie des bénéfices qui leur sont attribués. Ces sommes sont productives d'intérêts.

Les comptes courants d'associés créditeurs ou débiteurs pourront être producteurs d'intérêts à un taux qui sera fixé par l'assemblée générale statuant sur les comptes.



B) RESULTAT DEFICITAIRE :

Les pertes, s'il en existe, à défaut d'une décision des associés affectant à leur compensation tout ou partie des réserves et du report à nouveau bénéficiaire des exercices antérieurs, sont portées à un compte spécial inscrit au passif du bilan pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs.

Les associés, par décision collective, peuvent néanmoins décider de les prendre directement en charge, auquel cas, elles sont supportées par chacun d'eux, dans la proportion définie par la décision collective des associés.

Article 24 – LIQUIDATION

I – EFFET DE LA DISSOLUTION :

La dissolution de la société entraîne sa liquidation hormis les cas de fusion ou de scission. Elle n'a d'effet à l'égard des tiers qu'après sa publication.

II – LIQUIDATION :

La société est liquidée par le ou les gérants en exercice lors de la survenance de la dissolution à moins que celle-ci ne résulte d'une décision judiciaire auquel cas le liquidateur est désigné par voie de justice.

La nomination des liquidateurs est publiée conformément aux dispositions réglementaires.

III – POUVOIRS :

Les liquidateurs ont tous pouvoirs pour terminer les affaires en cours lors de la survenance de la dissolution, réaliser les éléments de l'actif, en bloc ou par élément, à l'amiable ou aux enchères, recevoir le prix, donner quittance, régler le passif, transiger, compromettre, agir en justice, se désister, acquiescer, et généralement faire tout ce qui est nécessaire pour mener à bonne fin les opérations de liquidation.

Après extinction du passif, les liquidateurs font approuver les comptes définitifs de liquidation par les associés qui constatent la clôture des opérations de liquidation : comptes et décisions font l'objet d'une publication.

L'actif net subsistant est réparti entre les associés dans les conditions précisées aux présents statuts. Les liquidateurs disposent de tous les pouvoirs à l'effet d'opérer les répartitions nécessaires.

Article 25 – TERRES ET BATIMENTS

a) Associés fermiers

Les associés exploitants peuvent mettre à la disposition de la société les immeubles dont ils sont locataires dans les conditions définies à l'article L 411-37 du Code Rural.

Toutefois, la régularité de la mise à disposition n'est pas subordonnée, à l'obligation

FACILITÉ

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

pour tous les associés, de participer à la mise en valeur des biens exploités par la société, en vertu de l'article 16 de la loi n° 85-697 du 11 juillet 1985.

Le bailleur devra préalablement en être avisé par lettre recommandée avec accusé de réception, conformément à l'article L 411-37 du Code Rural.

Une convention établie entre la société et chacun des associés concernés, précise les conditions et modalités de la mise à disposition des baux, notamment sa durée, sa portée, le sort des améliorations réalisées par la société et la conséquence du retrait de l'associé fermier au niveau des indemnités dues au preneur sortant à l'expiration du bail, pour les améliorations effectuées.

b) Associés propriétaires

Les associés exploitants peuvent mettre à la disposition de la société les immeubles ruraux dont ils sont propriétaires.

Une convention établie entre la société et chacun des associés concernés, dresse la désignation des biens mis à disposition et précise les conditions et modalités de contrat de mise à disposition notamment sa durée, le mode de calcul des indemnités à verser éventuellement à l'une ou l'autre des parties en cas de retrait d'associé ou de dissolution de la société.

Article 26 – CONTESTATION – ELECTION DE DOMICILE

Toute contestation qui pourrait s'élever entre les associés pendant la durée de la société ou lors de la liquidation, concernant les affaires sociales, sera soumise à la juridiction des tribunaux compétents du lieu du siège social.

Pour l'exécution des présentes, les parties font élection de domicile au siège social de la société.

Article 27 – FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par la société, portés au compte des "Frais d'établissement" et amortis sur les premiers exercices avant toute distribution de bénéfices.

Article 28 – PERSONNALITE MORALE – IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE

Conformément à la loi, la société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En outre, pour faire publier la constitution de la présente société conformément à la loi, tous pouvoirs sont donnés à Monsieur Jean Pierre PAMART ou au porteur d'une copie des présents statuts comme de toutes autres pièces qui pourraient être exigées.

Article 29 – ACTES SOUSCRITS AU NOM DE LA SOCIETE EN FORMATION

Monsieur Jean Pierre PAMART, associé, a établi un état des actes accomplis à ce jour pour le compte de la société en formation avec l'indication pour chacun d'eux, des engagements qui en résulteront pour la société. Cet état est annexé aux présents statuts.

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés entraînera de plein droit reprise par la société desdits actes et engagements.

En outre, **Monsieur Jean Pierre PAMART** agira au nom et pour le compte de la société en formation, jusqu'à son immatriculation au registre du commerce et des sociétés. Il passera les actes et prendra les engagements pour le compte de la société :

Opérations d'achats et de ventes liés à l'activité agricole et plus généralement toutes les opérations de gestion de la société en cours de constitution.

L'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés comportera reprise de ces actes et engagements.

Article 30 – FISCALITE

1 – Déclarations relatives à l'enregistrement

Pour la perception des droits, il sera appliqué l'article 680 du CGI.

Il sera perçu le droit fixe de 500 F pour toute la valeur d'apport des exploitations agricoles.

2 – Affirmation de sincérité

Les soussignés affirment expressément, sous les peines édictées par l'article 1837 du code général des impôts, que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des exploitations apportées.

3 – Taxe sur la valeur ajoutée

Conformément aux dispositions de l'article 261-3, 10a du Code général des impôts, l'Exploitation agricole à Responsabilité Limitée SONSOISE PAMART,

. s'engage à soumettre à la TVA les cessions ultérieures des biens mobiliers d'investissements acquis dans le cadre de la transmission de l'universalité des exploitations agricoles ci-dessus visées;

. s'engage également à procéder, le cas échéant, aux régularisations de TVA prévues aux articles 210 et 215 de l'annexe II au Code général des impôts qui auraient été exigibles si le vendeur avait continué à utiliser les biens mobiliers d'investissements.

FACE ANNULÉE

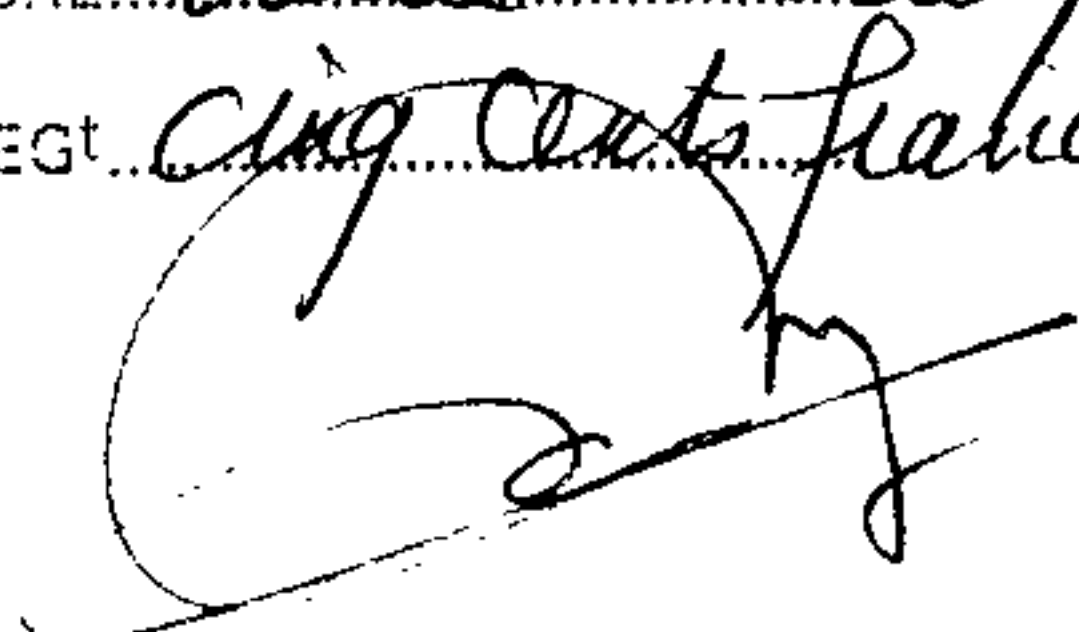
Article 905 CGI

20 MARS 1958

Fait à Sons et Ronchères
l'an mil neuf cent quatre vingt quinze
et le vingt cinq janvier

en autant d'originaux que nécessaire pour le dépôt d'un exemplaire au siège social
et l'exécution des diverses formalités légales.



VISÉ POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ
A.....*LAON RD*..... LE.....*25 1 1905*.....
Vol.....*575*..... F°.....*64*..... DORD. N°.....*133/1*.....
REÇU { - D^t DE TIMBRE.....*deux mille quarante francs*.....
 { - D^{ts} D'ENREG.....*cinq cents francs*.....
Signature : 

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI.

ARRETE DU 20 MARS 1958

TERRES MISES A DISPOSITION A LA SOCIETE

COMMUNE	PROPRIETAIRE	CADASTRE	SURFACE
Chatillon les Sons	Mr Mme BOLLINE	ZC 0019	13 H 58 A 70 CA
Chatillon les Sons	Mr Mme BOLLINE	ZH 0047	2 H 23 A 00 CA
Chatillon les Sons	Mr Mme BOLLINE	ZH 0048	3 H 96 A 30 CA
Chatillon les Sons	Mr DELARIVE	ZH 0049	0 H 21 A 00 CA
Chatillon les Sons	Mr Mme PAMART	ZK 0016	2 H 30 A 80 CA
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	ZK 0001	36 H 92 A 50 CA
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	ZC 0003	4 H 47 A 40 CA
Sons et Ronchères	Mme PIERRET	ZB 0013	0 H 04 A 60 CA
TOTAL			63 H 74 A 30 CA

TERRES LOUEES A LA SOCIETE

COMMUNE	PROPRIETAIRES	CADASTRE	SURFACE
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	AB 0157	0 H 34 A 37 CA
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	AB 0182	0 H 11 A 65 CA
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	ZB 0012	11 H 98 A 60 CA
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	ZB 0014	0 H 04 A 00 CA
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	ZC 0002	1 H 97 A 60 CA
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	ZH 0007	3 H 45 A 80 CA
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	ZH 0008	11 H 36 A 60 CA
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	ZH 0009	16 H 40 A 30 CA
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	ZH 0010	1 H 01 A 50 CA
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	ZH 0011	10 H 05 A 40 CA
Sons et Ronchères	Mr Mme PAMART	ZH 0012	5 H 45 A 90 CA
TOTAL			62 H 21 A 72 CA

DETAIL DES APPORTS MONSIEUR JEAN PIERRE PAMART

Catégorie	Nature	Valeur	Total Valeurs
MATERIEL			
Matériel Traction			240.000,00
	Ford 7910	95.000,00	
	Massey Ferguson 3080	145.000,00	
Accessoires Traction			12.000,00
	Roues Ford 9,5*44	3.000,00	
	Roues jumelage 18,4*38	9.000,00	
Matériel de Transport			38.000,00
	Semi-Remorque Brimont 8 T	16.000,00	
	Semi-Remorque Biba 10 T	18.000,00	
	Remorque 4 roues	3.000,00	
	Remorque 4 roues	1.000,00	
Matériel Travail du sol			61.500,00
	Herse rotative Kuhn	26.000,00	
	Tasse avant Doiseau	4.000,00	
	Roule 3 m	1.500,00	
	Charrue France Cribis	30.000,00	
Matériel Semis et Traitement			28.500,00
	Semoir Sulky 4 m	6.000,00	
	Semoir BS Delfosse	1.500,00	
	Epandeur engrais Vicon	18.000,00	
	Pulvé Evrard 800 l	3.000,00	
Matériel Récolte			120.000,00
	MB NH 2454, broyeur	120.000,00	
Stockage Liquide			3.000,00
	Cuve GO 5000 l chariot	3.000,00	

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

Matériel Atelier			3.000,00
	Perceuse sur Colonne	2.000,00	
	Meuleuse	1.000,00	
Matériel divers			15.000,00
	Débroussailleuse Rousseau	15.000,00	
Matériel Automobile			58.000,00
	C 15 diesel	58.000,00	
Matériel bureau			13.333,37
	Imprimante Epson lx 800	1.000,00	
	Ordinateur Pentium 60	12.333,37	
ETAT DES SOLS			229.755,08
	63 H 69 A 70 Ca	229.755,08	
STOCKS MAGASIN			23.090,90
	Engrais	6.800,00	
	Phytosanitaires	9.760,90	
	Carburants Lubrifiants	4.530,00	
	Peinture	2.000,00	
AVANCES AUX CULTURES			87.420,65
	Engrais	18.905,02	
	Semences	12.302,70	
	Phytosanitaires	2.163,95	
	Façons	54.048,98	
TOTAL APPORTS			932.600,00

DETAIL DES APPORTS DE MADAME ET MONSIEUR PIERRE PAMART

Catégorie	Nature	Valeur	Total Valeurs
MATERIEL			
Tracteurs			35.000,00
	Volvo 430	7.000,00	
	Ford 7700	28.000,00	
Accessoires Traction			100,00
	Roues étroites	100,00	
Matériel Manutention			40.000,00
	Vis engrais Denis	3.000,00	
	Manitou MB 20 CL	35.000,00	
	Transpalette Crown	2.000,00	
Matériel Transport			60.000,00
	Remorque 4 roues	3.000,00	
	Remorque 2 roues	2.000,00	
	Semi-remorque Gilibert 12 T	55.000,00	
Matériel travail du sol			108.000,00
	Roule 2,4 m	1.500,00	
	Roule 2,5 m	1.500,00	
	Cover crop 28 disques	9.000,00	
	Herse Religieux 8 m	4.000,00	
	Sous-soleuse Huard	2.000,00	
	Charrue Huard 4 socs	17.000,00	
	Crosskill 4 m	16.000,00	
	Piocheur Religieux	15.000,00	
	Condor Religieux 4 m	42.000,00	
Matériel de Culture			20.000,00
	Bineuse Delfosse	2.000,00	
	Broyeur Taarup	1.000,00	
	Broyeur Pergorapo 4,5	17.000,00	

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRÊTÉ DU 20 MARS 1958

Matériel Semis et Traitements			75.000,00
	Semoir Maïs 4 rgs Pneumasem	7.000,00	
	Semoir engrais DPS 12	5.000,00	
	Pulvé Seguir 24 m	50.000,00	
	Trait semences Perrein	13.000,00	
Matériel Récolte			1.000,00
	Doseur Dickey John	1.000,00	
Matériel stockage grains			82.000,00
	Ensemble stockage grain 2000 qx	62.000,00	
	Séchoir Law	13.000,00	
	Bigs Bags (10)	7.000,00	
Matériel stockage Liquide			3.000,00
	Cuve 5000l	3.000,00	
Matériel Atelier			9.500,00
	Cric	1.000,00	
	Scie circulaire	500,00	
	Compresseur Baudoux	4.000,00	
	Ponceuse à bande	500,00	
	Aspirateur	1.000,00	
	Outils	2.000,00	
	Chargeur batteries	500,00	
Matériel d'intérieur			11.000,00
	Mini tracteur	2.000,00	
	Nettoyeur haute pression	2.000,00	
	Débroussailleuse	1.000,00	
	Bétonnière	4.000,00	
	Echelle triple	1.000,00	
	3 bâches	1.000,00	

FACE ANNULÉE

Article 905 CGI

ARRETE DU 20 MARS 1958

Matériel de bureau			5.000,00
	Armoire Sansem	500,00	
	Photocopieur FC 330	4.500,00	
Matériel Auto			7.000,00
	Camionette Renault	7.000,00	
ETAT DES SOLS			224.583.36
	62 H 26 A 32 CA	224.583.36	
TITRES IMMOBILISES			6.000,00
	60 actions SDM		
STOCKS MAGASIN			36.123,76
	Engrais	13.600,00	
	Phytosanitaires	12.730,45	
	Carburants	7.231,38	
	Peinture	2.561,93	
AVANCES AUX CULTURES			75.092.88
	Engrais	23.915,18	
	Semences	4.498,63	
	Traitements	1.826,05	
	façons	44.853,02	
TOTAL APPORTS			798.400,00

M. J. J. J.

J. J.

J. J.

